



COMMUNE DE SURPIERRE

RÈGLEMENT RELATIF A LA PARTICIPATION COMMUNALE AUX COÛTS DES TRAITEMENTS DENTAIRES SCOLAIRES

L'Assemblée communale de Surpierre,

VU :

- la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo; RSF 140.1) et son règlement d'exécution du 28 décembre 1981 (RELCo; RSF140.11) ;
- la loi du 19 décembre 2014 sur la médecine dentaire scolaire (LMDS; RSF 413.5.1) et son règlement d'exécution du 21 juin 2016 (RMDS; RSF 413.5.11) ;
- l'ordonnance fixant la valeur du point du tarif des prestations du Service dentaire scolaire (RSF 413.5.17) ;
- la loi du 16 novembre 1999 sur la santé (LSan; RSF 821.0.1) ;
- l'ordonnance du 9 mars 2010 concernant les fournisseurs de soins (OFS; RSF 821.0.12) ;

arrête :

Article premier - But et champ d'application

¹ Le présent règlement a pour but de déterminer l'étendue de la participation communale aux coûts des contrôles et des soins dentaires scolaires des enfants et des jeunes, dont les parents sont domiciliés sur le territoire communal.

²Sont subventionnés les contrôles et les soins dentaires des enfants et des jeunes en âge de scolarité obligatoire ou qui fréquentent les établissements de la scolarité obligatoire, après déduction des prestations allouées par des tiers (assurances, etc.).

Article 2 - Aide financière de la commune

¹ L'aide financière de la commune est accordée pour les prestations fournies par le Service dentaire scolaire (ci-après : le Service) ou par un ou une médecin dentiste privé/e autorisé/e à pratiquer à titre indépendant dans le canton de Fribourg ou dans un autre canton confédéré.

² La valeur du point retenue pour le calcul de l'aide financière est au maximum celle appliquée par le Service.

³Ces prestations comprennent :

- Les contrôles ;
- Les soins dentaires.

Article 3 - Contrôles et soins dentaires

¹ Les coûts des contrôles et des soins dentaires font l'objet d'une aide financière communale, conformément au tableau annexé « barème de réduction ».

² Les parents doivent faire valoir leur droit à une aide communale dans les trois mois qui suivent la facture, au plus tard.

Article 4 – Limitation des subventions

¹ L'aide financière pour les contrôles et les soins dentaires est limitée à Fr 500.- par enfant et par année.

² Les contributions inférieures à Fr 10.- ne sont pas versées.

Article 5 - Traitements orthodontiques

La commune ne prend pas en charge les frais liés aux traitements orthodontiques.

Article 6 - Voies de droit

¹ Les décisions prises par le conseil communal ou un organe subordonné au conseil communal en application du présent règlement sont sujettes à réclamation auprès du conseil communal dans les 30 jours dès la notification de la décision (art. 103 du code de procédure et de juridiction administrative : CPJA ; art. 153 al. 2 et 3 LCo).

² Les décisions sur réclamation du conseil communal sont sujettes à recours auprès du préfet dans les 30 jours dès la notification de la décision sur réclamation (art. 116 al. 2 CPJA et art. 153 al. 1 LCo).

Article 7 - Abrogation des dispositions antérieures

Les règlements des communes de Cheiry du 14 mai 2019 et de Surpierre du 27 mai 2019 relatifs à la participation communale aux frais de traitements dentaires scolaires ainsi que les éventuelles autres dispositions antérieures au présent règlement sont abrogés.

Article 8 - Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction de la santé et des affaires sociales.

Adopté en Assemblée communale à Surpierre, le 31 mai 2021

La Secrétaire



Stéphanie Sallin

Le Syndic



Jean-Michel Wyssa



Approuvé par la Direction de la santé et des affaires sociales, le 19 août 2021


Anne-Claude Demierre
Conseillère d'Etat Directrice



COMMUNE DE SURPIERRE

RÈGLEMENT RELATIF A LA PARTICIPATION COMMUNALE AUX COÛTS DES TRAITEMENTS DENTAIRES SCOLAIRES - ANNEXE

Barème de réduction :

(selon le montant précisé sous « revenu/fortune imposables » dans l'avis de taxation)

Nbre enf.	jusqu'à 35'000.-	40'000.-	45'000.-	50'000.-	55'000.-	60'000.-	65'000.-	70'000.-	75'000.-	80'000.-	Plus de 80'000.-
1		4	3	2	1						
2			4	3	2	1					
3				4	3	2	1				
4					4	3	2	1			
5						4	3	2	1		
6 et plus							4	3	2	1	

Zone grise = 10 % à charge des parents.

/

Zone hachurée = 100 % à charge des parents

Catégorie 4 = 20 % à charge des parents
 3 = 40 %
 2 = 60 %
 1 = 80 %

Adoptée en Assemblée communale à Surpierre, le 31 mai 2021

La Secrétaire

Stéphanie Sallin



Le Syndic

Jean-Michel Wyssa

Approuvée par la Direction de la santé et des affaires sociales, le 19 août 2021

Anne-Claude Demierre
Conseillère d'Etat Directrice